



## NATATION PREMIER DEGRÉ

### Textes de références

- Loi du 16 juin 1881
- Loi n°83-663 du 22 juillet 1983
- Circulaire 65-154 du 15 octobre 1965 et 65-154 du 18 octobre 1965
- Circulaire 87-124 du 27 avril 1987
- Circulaire 88-027 du 27 janvier 1988
- Programmes et instructions
- Programmes à l'école primaire, CNDP juin 1995, arrêté du 22 février 1995
- Arrêt du Conseil d'Etat du 10 janvier 1994
- Plan d'action départemental E.P.S. 95-98

### Principes

Le principe de la gratuité de l'enseignement obligatoire doit trouver ici une pleine application. Chaque fois que les conditions le permettent et notamment lorsque les installations sportives existent, la natation devrait être partie intégrante de l'E.P.S..

Contribuant à l'éducation globale de l'enfant, elle s'inscrit dans le cadre du projet pédagogique de la classe ou de l'école. Elle est un des moyens d'atteindre les objectifs fixés dans l'enseignement de l'E.P.S. à l'école. Les enjeux d'une maîtrise de la natation sécuritaire restent prioritaires.

En aucune manière, elle ne peut justifier l'éclatement de l'entité classe, notamment en écartant des élèves de cette activité retenue.

Les problèmes rencontrés doivent être traités dans le respect des compétences de l'Etat et des collectivités locales.

### Application

Les séances de natation s'inscrivant dans le cadre des activités scolaires obligatoires ne peuvent avoir pour conséquence une participation financière obligatoire des familles.

Tous les élèves de la classe participent à ces activités.

### Eléments de réflexion

Une forte concertation avec les partenaires, associations de parents, municipalités, département..., s'impose avant toute mise en œuvre.

Les conditions de prise en charge financière notamment l'accès à la piscine sont définies par la collectivité propriétaire qui peut décider d'offrir la gratuité à tous les élèves. A défaut, les familles peuvent être sollicitées mais quelle que soit leur réponse, aucun élève ne doit être exclu de cet enseignement pour des raisons pécuniaires.

Avant de retenir cette activité, il est indispensable d'envisager les éventuelles difficultés susceptibles de se présenter: enseignement, prise en charge des transports, conditions financières qui peuvent conduire à renoncer au projet s'il est contraire au principe fondateur de l'école et à l'intérêt des enfants.